



**PRÉFET
DE LA MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 07/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BBGR Sézanne

67 rue Haute
51120 Sézanne

Références : D1i -2026-1
Code AIOT : 0005701546

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/12/2025 dans l'établissement BBGR Sézanne implanté ZI de Retortat 51120 Sézanne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le plan pluriannuel de contrôle, et a pour objectif de s'assurer que l'exploitant respecte les prescriptions, d'une part, de son arrêté préfectoral d'autorisation, et d'autre part des arrêtés ministériels auxquels les activités présentes sur son site sont soumises.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BBGR Sézanne
- ZI de Retortat 51120 Sézanne
- Code AIOT : 0005701546

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Le site BBGR 2 a pour vocation le stockage et la préparation des monomères catalysés employés à la fabrication des verres optiques réalisés sur les sites sézannais BBGR1&3 et d'autres unités du groupe.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 10/03/2006, article 4.1.1	Sans objet
2	Eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43 II , section V	Sans objet
3	Infrastructures et installations	Arrêté Préfectoral du 10/03/2006, article 7.3.3	Sans objet
4	Protection contre les risques liés à la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21, section III	Sans objet
5	Moyens de lutte contre le risque incendie	AP Complémentaire du 17/10/2017, article 13	Sans objet
6	Situations d'urgence et moyens d'intervention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68, sous section VI-4	Sans objet
7	Alimentation en énergie et utilités associées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le service de l'inspection a constaté un site parfaitement tenu, avec une équipe organisée possédant une très bonne connaissance des prescriptions auxquelles le site est soumis. Par ailleurs, le service de l'inspection a pu apprécier la faculté d'anticipation des évolutions réglementaires, comme par exemple la perte en énergie et utilités associées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2006, article 4.1.1
Thème(s) : Situation administrative, Origine des approvisionnements en eau

<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>" Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avère pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes: Réseau public : 1000 m³ annuels et un maximum de 8 m³/j "</i></p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a remis au service de l'inspection ses consommations d'eau prélevées dans le réseau public :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en 2024 : 86 m³ - au 22/12/2025 : 81 m³. <p>La consommation reste stable d'une année sur l'autre. La différence entre le prélèvement autorisé dans l'arrêté préfectoral du 10/03/2006 et la consommation d'aujourd'hui provient de l'arrêt du process de synthèse du peroxyde au 30/06/2018 (Article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2017-APC-107-IC).</p> <p>Le service de l'inspection n'a aucune remarque à formuler.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Eaux pluviales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43 II , section V</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des eaux pluviales</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>" II. Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Cette disposition ne concerne pas les aires de stationnement des véhicules exclusivement légers.</i></p> <p><i>Ces dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués à une fréquence adaptée.</i></p> <p><i>Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées."</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Un séparateur d'hydrocarbures qui récupère les eaux de ruissellement est placé en amont du</p>

bassin d'infiltration.

L'exploitant a indiqué au service de l'inspection que l'entretien est réalisé chaque année et a présenté :

- le contrat d'entretien ;
- le justificatif du dernier entretien au 08/09/2025 ;
- le bordereau de suivi des déchets.

Le service de l'inspection n'a pas de remarque à formuler.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Infrastructures et installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2006, article 7.3.3

Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques

Prescription contrôlée :

" Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectué au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. "

Constats :

L'exploitant a transmis au service de l'inspection en amont de la visite les documents suivants :

- rapport de la vérification des installations électriques réalisée du 13 au 14/08/2025 et le certificat Q18 ;
- compte rendu de la thermographie Q19 réalisée le 22/12/2025.

Suite à l'analyse des documents, le certificat Q18 indique dans sa conclusion que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.

Une observation est présente sur le compte rendu Q19. Le disjoncteur "moteur QTH31" de l'armoire 02428 présente un échauffement anormal.

L'exploitant a confirmé la commande de la pièce défectueuse et son remplacement le 03/12/2025.

Le rapport de vérification des installations électriques met en évidence 12 observations. Il est à noter qu'aucune des observations n'est récurrente.

L'exploitant indique à l'inspection que les écarts qui pouvaient être levés ont déjà fait l'objet d'actions de la part de l'exploitant. Il reste encore à changer les poignées et serrures de plusieurs tableaux électriques, cela est déjà prévu dans les prochaines actions correctives.

Le service de l'inspection n'a pas de remarque à formuler et devra simplement s'assurer lors d'une prochaine visite qu'il n'y ait pas d'observations récurrentes de 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Protection contre les risques liés à la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21, section III

Thème(s) : Risques accidentels, vérification des équipements

Prescription contrôlée :

" L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.

Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.

La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification."

Constats :

L'exploitant a transmis au service de l'inspection en amont de la visite la vérification visuelle du dispositif de protection contre le risque lié à la foudre.

L'intervention du prestataire s'est réalisée le 13/10/2025 et ne fait apparaître aucune anomalie sur les dispositifs vérifiés.

Le service de l'inspection n'a pas de remarque à formuler.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Moyens de lutte contre le risque incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/10/2017, article 13

Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau et mousse

Prescription contrôlée :

" L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;*
- des robinets d'incendie armés ;*
- d'une installation d'extinction automatique d'incendie qui couvre la totalité du bâtiment principal, à l'exception du bâtiment de stockage "chambre chaude". Elle est alimentée par une source B d'un volume de 210 m³ réalimentée par le réseau public, avec motopompe diesel d'un débit de 140 m³/h au minimum avec autonomie de 90 minutes. En façade du local pompe sprinkler des prises pompiers sont raccordées sur le refoulement de la source B afin de faire un apport complémentaire pour les pompiers.*
 - pour la chambre froide n°1, le système d'extinction automatique est de type extinction gaz avec une détection de température à 2 seuils,*
 - pour les chambres froides n° 2 à 7, le système d'extinction automatique est de type déluge avec une détection de température à 2 seuils.*
- d'un système de détection automatique d'incendie répartie dans toute l'usine (local synthèse, local technique, bâtiment chambres froides, la salle de synthèse du catalyseur et la chambre chaude). Ces détecteurs sont reportés à une alarme à BBGR2 puis reportées à la loge du gardien de BBGR1.*

Le personnel d'exploitation est formé à la lutte contre l'incendie et pour la lutte contre la pollution. Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente, 2 poteaux incendie normalisés sont implantés dans un rayon de 50 m du site. Le débit est de 80 m³/h sous une pression de 1,5 bars."

Constats :

L'exploitant a transmis au service de l'inspection en amont de la visite :

- le rapport de vérification de protection incendie par robinet d'incendie armé (RIA) réalisée le 03/06/2025 ;
- le compte rendu de vérification des extincteurs.

Le rapport de vérification des RIA ne fait apparaître aucun écart, avec une conclusion de la visite "Satisfaisante". Néanmoins, l'exploitant devra penser à réaliser la révision quinquennale des RIA avant le 06/07/2026.

Le compte rendu de vérification des extincteurs indique 4 extincteurs (N008, N034, N042, N013) défectueux. L'exploitant précise au service de l'inspection que les extincteurs ont été remplacés suite à la commande passée en date du 20/10/2025.

In situ, le service de l'inspection a pu vérifier la présence des éléments de lutte contre le risque incendie, le local motopompe, les deux réserves incendie ainsi que le local contenant les systèmes d'extinction automatique de type "gaz" pour la chambre froide n°1, et de type "déluge" pour les chambres froides n° 2 à 7.

Les moyens de lutte contre l'incendie prescrits dans l'article 13 de l'APC du 17/10/2017 sont présents et opérationnels.

Le service de l'inspection n'a pas de remarque à formuler.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Situations d'urgence et moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68, sous section VI-4

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident

Prescription contrôlée :

« Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.

L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.

En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. »

Constats :

L'exploitant a remis au service de l'inspection en amont de la visite les documents suivants :

- le rapport de vérification des portes coupe-feu, réalisée le 3 juin 2025 ;
- le compte-rendu de vérification des système de désenfumage, réalisée le 20 mars 2025 ;
- le compte-rendu de vérification semestrielle du système sprinkleurs, réalisée le 3 juin 2025.

Suite à l'analyse des documents par le service de l'inspection, le rapport des portes coupe feu fait état d'un fonctionnement satisfaisant sur les 6 portes que compte le site. Les seules observations concernent la signalétique à remettre à proximité.

Le compte rendu de vérification des systèmes de désenfumage ne fait apparaître aucune anomalie, tous les systèmes ont été vérifiés et les cartouches de gaz remplacées.

L'exploitant indique au service de l'inspection que l'extinction automatique à eau de type sprinkleurs fait, lui, l'objet d'un contrat d'entretien semestriel.

Sur ce document, on peut lire la date de la précédente vérification, le 18 décembre 2024, et les conclusion générale de cette vérification:

- aucun point de non-conformité à lever au plus vite ;
- aucun point de non-conformité susceptible de mettre en échec le système.

Les vérifications périodiques des équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont parfaitement suivies par l'exploitant.

Le service de l'inspection n'a pas de remarque à formuler.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Alimentation en énergie et utilités associées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Utilités
Prescription contrôlée : « L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...] Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité aux dispositions du présent article sont réalisés avant le 1er janvier 2026. »
Constats : L'exploitant indique au service de l'inspection qu'un nouveau groupe électrogène de 400 kVA est installé et peut alimenter l'ensemble du site sans aucun délestage. Ainsi, la perte de l'utilité électrique est transparente sur tout le site. En cas de perte du réseau électrique, il y a commutation du groupe via l'inverseur qui met le groupe en fonction. L'exploitant précise que le passage du réseau électrique à l'alimentation par le groupe électrogène est pratiquement instantané. Il est à noter que la capacité du réservoir permet une autonomie de 48 heures (et peut-être réalimenté en cours de fonctionnement). Ainsi, la perte de l'utilité électrique serait transparente sur tout le site. Par ailleurs, si le groupe ne se mettait pas en fonctionnement, la partie "protection contre le risque incendie" resterait opérationnelle. En effet, chaque centrale a ses propres batteries, d'une autonomie d'environ 8h, ce qui permet de conserver les chaînes de détection, transmission et asservissement opérationnelles. En outre, dans l'hypothèse où aucune solution ne serait trouvée pour remettre le groupe en fonction dans ce délai de 8 heures, le système d'extinction reste opérationnel. Les détecteurs ainsi que le système d'extinction n'ont pas besoin d'électricité. La détection déclenche automatiquement le système de type "déluge", provoquant ainsi une perte de pression du circuit, ce qui provoquerait le démarrage de la motopompe. De plus, dans l'hypothèse où il y aurait un problème pour la mise en fonction automatique du déluge, un opérateur a la possibilité, dans le local "sprinklage" de commander manuellement l'extinction des différentes chambres froides. Enfin, le groupe électrogène fait l'objet d'un contrat d'entretien, l'exploitant a présenté le dernier entretien réalisé le 12 novembre 2025, et la motopompe est vérifiée et mise en route régulièrement. Le service de l'inspection n'a pas de remarque à formuler, la mise en conformité aux dispositions de l'article 56 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 a été réalisée avant le 1er janvier 2026.
Type de suites proposées : Sans suite